



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

AIDE AMÉRICAINNE À L'AFRIQUE

RENFORCEMENT DU COMMERCE AFRICAIN DANS LE CADRE DE L'AGOA

FORUM SUR LA COOPÉRATION COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE
ACCRA, GHANA
JUILLET 18-19, 2007

Publication services provided by The Mitchell Group, Inc. (TMG) pursuant to the following USAID task order:
AFR/SD RLA-M-00-04-00009-00

RENFORCEMENT DU COMMERCE AFRICAIN DANS LE CADRE DE L'AGOA

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE CETTE BROCHURE	i
INTRODUCTION	ii
AFRIQUE DE L'EST	
Mission régionale Est-africaine/Nairobi	
Centre en faveur de la compétitivité globale de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale	1
Missions Bilatérales de l'Afrique de l'Est	4
AFRIQUE DE L'OUEST	
Mission régionale Ouest-africaine/Accra	
Centres Ouest-africains en faveur de la compétitivité globale	10
Missions Bilatérales de l'Afrique de l'Ouest	15
AFRIQUE AUSTRALE	
Mission régionale de l'Afrique australe/Gaborone	
Centres en faveur de la compétitivité globale de l'Afrique australe	20
Missions Bilatérales de l'Afrique australe	24
SECTION POUR L'AFRIQUE, BUREAU DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Amélioration de l'environnement commercial et réglementaire en faveur du commerce	29
Accès accru au financement pour les PME	32
Faciliter les investissements supplémentaires en infrastructure dans l'énergie, les routes/ports et les TIC	32

ACRONYMES

AGCI	Initiative en faveur de la compétitivité globale africaine (American Global Competitiveness Initiative)
AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (African Growth and Opportunity Act)
AGOA+	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique-Plus (African Growth and Opportunity Act-Plus)
APEP	Programme d'amélioration de la productivité agricole (Agricultural Productivity Enhancement Program)
ARC	Centres de ressources de l'AGOA
ATEA	Activité d'expansion du commerce et de l'agro-industrie (Agribusiness and Trade Expansion Activity)
BDS	Services de développement d'entreprises (Business Development Service)
PEAC	Pool Énergétique de l'Afrique Centrale
CBOCS	Système de contrôle transfrontalier des véhicules surchargés (Cross-Border Overload Control System)
CET	Tarif Extérieur Commun (Common External Tariff)
CLIR	Diagnostic pour la réforme institutionnelle du droit commercial (Commercial Law Institutional Reform Diagnostics)
COMESA	Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Common Market for Eastern and Southern Africa)
DCA	Autorité d'octroi de crédits au développement (Development Credit Authority)
Centre EA	Centre Est-africain en faveur de la compétitivité globale (East Africa Global Competitiveness Hub)
ECA	Afrique de l'Est et centrale
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EPC	Comité de Promotion des Exportations (Export Promotion Council)
EurepGAP	Référentiel européen de bonnes pratiques agricoles (European Good Agricultural Practices)
FESARTA	Fédération des associations de transports routiers de l'Afrique de l'Est et australe (Federation of East and Southern Africa Road Transport Associations)

FTA	Accord de libre échange (Free Trade Agreement)
FY	Exercice fiscal (dans toute la brochure, exercice réfère à l'exercice fiscal américain qui débute le 1er octobre et se termine au 30 septembre de l'année suivante)
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
KBDS	Programme de services de développement d'entreprises au Kenya (Kenya Business Development Services Program)
KHDP	Programme de développement du secteur horticole au Kenya (Kenya Horticultural Development Program)
KSA	Analyse et mise en commun des connaissances (Knowledge sharing and analysis)
kWh	kilowatt heure
MARKETS	Projet d'optimisation des revenus agricoles et des entreprises clés dans les sites ciblés (Maximizing Agricultural Revenue and Key Enterprises in Targeted sites Project)
MATEP	Projet de politiques d'accès aux marchés et d'habilitation (Market Access Trade and Enabling Policies Project)
IMF	Institution de microfinance
MFRC	Conseil de réglementation de la microfinance (MicroFinance Regulatory Council)
MoTI	Ministère du Commerce et de l'Industrie (Ministry of Trade and Industry - Éthiopie)
NPPO	Organisation nationale de la protection des végétaux (National Plant Protection Organization)
PROFIT	Projet de production, finance et technologies améliorées (Production Finance and Improved Technologies Project)
RATES	Programme régional de soutien au commerce agricole et à l'expansion agricole (Regional Agricultural Trade and Expansion Support Program)
RCTG	Système régional de garantie douanière (Regional Customs Transit Guarantee)
Rural SPEED	Promotion de l'épargne rurale et amélioration du développement des entreprises (Rural Savings Promotion and Enhancement of Enterprise Development)
Centre SA	Centre Sud-africain en faveur de la compétitivité globale (Southern Africa Global Competitiveness Hub)
SAAGA	Programme de bourses APS pour l'Afrique du Sud (South African APS Grants Program)

SAGIC	Programme de soutien à une croissance accélérée et une compétitivité accrue (Support for Accelerated Growth and Increased Competitiveness Program)
SAIBL	Programme Sud-africain de jumelages d'entreprises internationales (South African International Business Linkages Program)
SAIBL-Pal	Programme de Promotion des jumelages d'entreprises agroindustrielles du programme SAIBL (SAIBL-Promoting Agribusiness Linkages Program)
DAU 500	Document administratif unique 500
PME	Petites et Moyennes Entreprises
SPREAD	Partenariat durable pour améliorer l'entreprise rurale et le développement de l'agroindustrie (Sustaining Partnerships to Enhance Rural Enterprise and Agribusiness Development)
Accord SPS	Accord avec l'USDA sur l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires, financé par l'USAID
EU	États-Unis
SSA	Afrique subsaharienne
TIPCEE	Programme d'échanges et d'investissements pour une économie d'exportation compétitive (Trade and Investment Program for a Competitive Export Economy)
TKH	Couloir Trans-Kalahari
TRADE	Le commerce au service du développement et de l'entreprise en Afrique (Trade for African Development and Enterprises)
USAID	Agence américaine pour le Développement International
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
USDOC	Département du Commerce des États-Unis
WAGP	Société du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (West Africa Gas Pipeline)
Centres OA	Centres Ouest-africains en faveur de la compétitivité globale (West Africa Global Competitiveness Hubs)
WTO	Organisation Mondiale du Commerce

* DOLLARS EN RÉFÉRENCE AU DOLLAR AMÉRICAIN

À PROPOS DE CETTE BROCHURE

Cette brochure fournit une synthèse de toute l'aide technique financée par l'Agence américaine pour le Développement International (USAID) à l'appui de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act - Loi sur la croissance et les possibilités économique en Afrique) en Afrique subsaharienne. L'initiative AGCI en faveur de la compétitivité globale africaine (African Global Competitiveness Initiative), une initiative présidentielle lancée en 2006, est le principal véhicule de cette assistance. Elle s'appuie sur un travail antérieur intéressant le commerce, entrepris par une autre initiative présidentielle, Trade for African Development and Enterprises (TRADE, le commerce au service du développement et de l'entreprise en Afrique). De plus, un grand nombre de pays reçoivent de l'aide dans le cadre de programmes de coopération bilatérale avec l'USAID dans les domaines du commerce, de l'agriculture et de la promotion des affaires en vue de promouvoir l'exportation de produits vers les Etats-Unis.

Les pages qui suivent décrivent un riche tableau d'activités d'assistance technique qui sont mises en œuvre avec les institutions africaines régionales, les partenaires du gouvernement américain et des entreprises privées américaines et africaines afin d'éliminer les contraintes qui limitent l'accroissement du commerce entre les États-Unis et l'Afrique et entre les pays africains. Ce tableau dépeint l'aide en cours et l'aide projetée pour augmenter la capacité d'échanges commerciaux ainsi que les résultats attendus de cette aide. Tous les pays qui remplissent les critères établies par l'AGOA peuvent recevoir de l'assistance technique, de la formation, ou de l'aide en matière de développement de marchés à travers divers programmes au niveau régional ou national. Dans de nombreux cas, les niveaux de financement reflètent le renforcement et l'expansion par l'AGCI d'activités antérieures entreprises dans le cadre de l'initiative TRADE.

La brochure est organisée autour de quatre thèmes:

- Améliorer les conditions de régulations des affaires pour le secteur privé impliqué dans le commerce et les investissements
- Renforcer les connaissances et les expertises des entreprises du secteur privé en SSA afin de profiter des opportunités de marché
- Améliorer l'accès aux services financiers pour le commerce et l'investissement
- Faciliter les investissements dans les infrastructures

Elle explique aussi les programmes qui sont en cours en Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Sud au niveau régional et de la coopération bilatérale.

INTRODUCTION

Les problèmes de l'Afrique sont nombreux et complexes, cependant, le potentiel et les opportunités de croissance et de développement sont aussi considérables sur l'ensemble du continent. Avec une économie mondiale en croissance, une gestion macroéconomique améliorée de la région africaine subsaharienne, la résolution des derniers conflits régionaux et l'engagement des leaders africains envers le Programme de développement de l'agriculture africaine (CAADP - Comprehensive African Agriculture Development Program), de nombreux pays africains peuvent désormais attirer de nouveaux investissements dans les secteurs du commerce extérieur et intérieur.

L'aide du gouvernement américain et sa politique commerciale donnent aux pays africains des opportunités pour établir des marchés libres et accroître les investissements étrangers qui encouragent la croissance économique, créent des emplois et améliorent le niveau de vie.

En juillet 2005, au quatrième forum ministériel annuel de l'AGOA à Dakar, le Président Bush a lancé l'initiative AGCI pour renforcer les capacités de l'Afrique subsaharienne (SSA) en matière de commerce et de compétitivité. L'AGCI a fourni 30 millions de dollars d'aide en 2006 et fournira 35 millions de dollars supplémentaires en 2007 dans le cadre de son engagement de 200 millions de dollars sur cinq ans pour accroître les échanges commerciaux africains avec les États-Unis dans le cadre de l'AGOA, avec les autres partenaires commerciaux internationaux et régionalement au sein de l'Afrique ; et pour promouvoir la compétitivité à l'exportation des pays africains.

OBJECTIFS DE L'AGCI

L'AGCI a quatre objectifs stratégiques:

- Améliorer l'environnement commercial et réglementaire en faveur du commerce et des investissements réalisés par le secteur privé
- Renforcer les connaissances et les compétences des entreprises du secteur privé de l'Afrique subsaharienne pour qu'elles puissent exploiter les marchés
- Améliorer l'accès aux services financiers pour le commerce et les investissements
- Faciliter les investissements dans les infrastructures

MODALITÉS D'ALLOCATION DES RESSOURCES DE L'AGCI

Les ressources sont réparties sur la base des critères généraux suivants :

- Admissibilité auprès de l'AGOA
- Engagement des entreprises africaines et des gouvernements africains
- Potentiel pour un impact régional
- Potentiel pour améliorer la compétitivité des entreprises et stimuler le commerce intérieur et extérieur qui produira une croissance durable à long terme
- Résultats tangibles pouvant être atteints en cinq ans dans le contexte de l'environnement institutionnel et politique actuel

PARTENAIRES DE L'AGCI

L'AGCI travaille avec les organisations économiques régionales africaines, les gouvernements nationaux et le secteur privé. Quelques exemples de partenaires :

INSTITUTIONS AFRICAINES

- Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
- L'Union Africaine
- La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- Le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Common Market for Eastern and Southern Africa)
- L'Union douanière d'Afrique australe
- L'union douanière de la Communauté d'Afrique de l'Est
- La Communauté de Développement d'Afrique australe
- Le Forum pour le Partenariat avec l'Afrique

PARTENAIRES DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

- Le Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA)
- Le Représentant du Commerce des États-Unis
- Le Département d'État des États-Unis
- Le Département du Trésor des États-Unis
- Le Département du Commerce des États-Unis
- L'Agence Américaine pour le Commerce et le Développement
- Overseas Private Investment Corporation (Société d'investissement privé à l'étranger)
- La Société du compte du millénaire
- La Fondation Africaine de Développement

SECTEUR PRIVÉ

- Les associations commerciales telles que les Chambres de Commerce, les associations d'artisans, les associations d'agriculteurs et les associations agriculture-industrie.

PROJETS DE L'AGCI

Le programme de l'AGCI est mis en œuvre à travers une série de projets dont la portée peut s'étendre à toute l'Afrique subsaharienne au niveau régional ou national. Ces projets fournissent de l'assistance technique, de la formation, encourage les relations d'affaires et contribue à l'élimination des différences au niveau technique et analytique en vue de promouvoir les investissements dans le domaine des infrastructures. Ces projets peuvent être liés entre eux, à d'autres bailleurs de fonds et aux investissements du secteur privé. L'USAID/Washington, les Missions régionales, les Missions bilatérales et/ou les autres agences du gouvernement américain peuvent les mettre en œuvre. Ces projets peuvent avoir une durée de vie de un an à cinq ans.

Lieux d'intervention de l'aide AGCI

Centres en faveur de la compétitivité globale

Les Centres régionaux en faveur de la compétitivité globale de l'USAID fournissent une assistance qui répond aux besoins spécifiques de la région. Les Centres sont des foyers d'informations et d'assistance technique relatives au commerce, aux investissements, aux affaires et aux possibilités de formation. Ils sont situés à Gaborone au Botswana ; Nairobi au Kenya ; Accra au Ghana ; et Dakar au Sénégal.

La large gamme d'activités en cours dans chacun de ces Centres comprend la promotion des exportations de denrées agricoles vers les États-Unis, l'établissement de contacts commerciaux, la création d'opportunités commerciales pour l'exportation de textiles et d'habillement et l'élimination des contraintes politiques et au niveau des infrastructures qui gênent le commerce.

Les résultats sont mesurés par l'amélioration des performances économiques des pays ou des entreprises ; l'accroissement des ventes et de la valeur des échanges, y compris une diversification des échanges ; l'augmentation et l'expansion des capacités des entreprises à travers l'acquisition de nouvelles compétences de gestion et commerciales ou l'amélioration de ces compétences, et des investissements accrus dans les infrastructures. On peut trouver une description des activités des trois centres régionaux dans la partie introduction de la brochure pour chacune des divisions géographiques.

Missions Bilatérales

Si les Missions régionales de l'USAID et leurs Centres qui favorisent la compétitivité sont le point de focalisation dans le cadre de l'AGCI, les Missions bilatérales de l'USAID et les ambassades fournissent également d'important et divers assistance technique, formation et l'introduction de technology qui visent l'expansion du commerce africain et l'amélioration de la compétitivité. Leurs programmes sont en général distincts du financement AGCI. Pour une portion de l'AGCI, les fonds peuvent être transférés aux Missions bilatérales de l'USAID pour une mise en œuvre à travers leurs propres instruments. Ces Missions vont travailler en étroite collaboration avec les Ministères du commerce Africains and le secteur privé, l'équipe de l'ambassade des États-Unis du pays concerné, d'autres agences du gouvernement américain comme approprié et les homologues africains. On peut trouver une description de ces activités dans le cadre de programmes bilatéraux après la description des programmes des centres régionaux. Les pays qui n'ont pas de programmes de coopération bilatérale avec l'USAID reçoivent de l'assistance à partir des centres régionaux.

MISSION RÉGIONALE EST-AFRICAINE/NAIROBI

CENTRE EN FAVEUR DE LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DU CENTRE

Le Centre de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale (ECA) en faveur de la compétitivité globale fournit une assistance technique et une formation technique aux entrepreneurs africains afin de les aider à accroître leurs relations commerciales avec les États-Unis. Ce Centre va promouvoir une croissance économique généralisée en renforçant la capacité des entreprises à tirer parti des opportunités offertes par les accords commerciaux internationaux, y compris l'AGOA.

Le programme du Centre ECA a quatre composantes:

- 1) renforcement des capacités commerciales et formulation de politiques
- 2) développement des entreprises dans le cadre de l'AGOA
- 3) harmonisation et simplification des douanes
- 4) développement de l'efficacité/d'infrastructures de transport le long du couloir septentrional



Le Centre ECA sert 23 pays

Le Centre travaille en étroite relation avec le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) dont le but est de poursuivre la prospérité économique grâce à l'intégration régionale. Les dix-neuf pays membres du COMESA ont adopté une tarification extérieure commune en préparation à l'introduction d'une union douanière en 2008.

QUELQUES RÉUSSITES DU CENTRE ECA

- Le renforcement des capacités d'organisations commerciales telles que le COMESA a accru le commerce et les exportations de produits agricoles de l'Afrique de l'Est sur les marchés régionaux et internationaux.
- Un revenu de 182 dollars pour chaque dollar investi dans l'aide aux échanges commerciaux États-Unis-Afrique de l'Est.
- 14 millions de dollars en exportations liées à l'AGOA
- La conception d'un mécanisme de garantie régionale qui libèrera chaque année plus de 300 millions de dollars en capital, des pesanteurs de garantie locale.

Pour plus ample information, veuillez consulter <http://www.ecatradehub.com/home/index.asp>



AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

FACILITER LES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN INFRASTRUCTURE DANS L'ÉNERGIE, LES ROUTES/PORTS ET LES TIC

L'ACCORD DE MARCHÉ COMMUN POUR L'AFRIQUE DE L'EST ET L'AFRIQUE AUSTRALE (COMESA)

L'USAID/Afrique de l'Est aide actuellement le COMESA à travers un programme de trois ans et de 6,9 millions de dollars, dont les objectifs sont de:

- Promouvoir l'expansion du commerce entre les États-Unis et le COMESA
- Soutenir l'expansion de l'Accord de libre échange du COMESA (FTA) ainsi que la mise en place d'une union douanière
- Renforcer la capacité du COMESA à faciliter un commerce accru dans la région

Les principaux accomplissements de l'Accord sont:

- Une zone de libre échange : Le COMESA a négocié avec succès la mise en place d'une zone de libre échange entre les états membres du COMESA en octobre 2000. Treize pays membres ont signé cet accord à ce jour : Le Burundi, les Comores, Djibouti, l'Égypte, le Kenya, la Libye, Madagascar, Malawi, l'Île Maurice, le Rwanda, le Soudan, la Zambie, le Zimbabwe
- Un système régional d'assurance par un tiers : L'USAID a travaillé avec le COMESA à la mise en place de ce système (le « système de la carte jaune ») qui permet aux véhicules en transit d'être assurés régionalement plutôt que dans chaque pays de transit
- Un système régional de garantie douanière (RCTG) : L'USAID a travaillé avec le COMESA pour terminer le système d'information de gestion pour le RCTG. Une fois qu'il sera mis en œuvre, les marchandises en transit n'auront plus besoin d'un cautionnement individuel pour chaque pays de transit, ce qui libérera environ 500 millions de dollars de capital d'exploitation (fonds de roulement) actuellement retenus en acquit de transit
- Un seul poste frontière : Le COMESA milite en faveur d'une répétition du projet pilote de poste frontière unique établi à Malaba. Le poste de Malaba a réduit le temps de transit à la frontière de 3 jours à 3 heures en moyenne.
- Harmonisation des normes : Le COMESA avec l'aide de l'USAID a adopté des normes harmonisées pour le maïs pour toute la région et est maintenant presque prêt à adopter des normes harmonisées pour les produits laitiers
- Analyse des courants d'échange : L'USAID et le COMESA travaillent ensemble à une analyse des courants d'échange qui aidera les pays membres du COMESA à identifier les débouchés et les marchés dans la région

Résultats : Les échanges entre les pays membres du COMESA ont une croissance à nos jours de 10 % par an.



PROGRAMME RÉGIONAL DE SOUTIEN AU COMMERCE AGRICOLE ET À L'EXPANSION AGRICOLE (RATES)

Le programme RATES contribue plus de 26 millions de dollars à la promotion du commerce agricole en éliminant les contraintes politiques et en fournissant un soutien aux organisations commerciales qui à leur tour apportent une assistance technique aux producteurs et les mettent en relation avec les acheteurs internationaux. Le programme RATES se concentre essentiellement sur le café de spécialité, le maïs, le coton et les textiles et les produits laitiers.

Résultats : Le programme RATES a accru les exportations dans les filières ciblées de 58 %.

Grâce au programme de RATES, « Rencontrez l'acheteur américain » et aux autres activités promotionnelles, les ventes de cafés spécialisés ont augmenté annuellement de 25 % sur les quatre dernières années, jusqu'à un montant de plus de 162 millions de dollars. Ainsi, les entreprises telles que Starbucks et Green Mountain Coffee vont doubler leurs achats de cafés africains dans les deux années à venir. Une organisation régionale de coton/textile soutenue par RATES était fortement partisane du prolongement de la Règle de l'étoffe d'un pays tiers et de l'inclusion des fils, des tissus et de l'ameublement dans l'AGOA. La page WEB de promotion du commerce soutenue par RATES www.cottonafrica.com a reçu plus de 400 millions de dollars d'offres d'achat ou de vente de coton/textiles avec un nombre croissant des entreprises exportant ces produits à destination des États-Unis.

Pour plus ample information, veuillez consulter <http://www.ratescenter.org/>

FACILITER LES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN INFRASTRUCTURE DANS L'ÉNERGIE, LES ROUTES/PORTS ET LE TIC

PROJET KULAU/GALANA BAGASSE, KENYA

Le Centre ECA a effectué une étude, de 250 000 dollars, de préfaisabilité d'une usine de bagasse qui serait située sur la côte entre Malindi et Mombasa.

Résultats : Cette étude a mis en évidence un énorme potentiel pour la génération de 60 mégawatts d'énergie et la création d'environ 1000 emplois.



MISSIONS BILATÉRALES DE L'AFRIQUE DE L'EST L'ÉTHIOPIE

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

PROGRAMME D'ACCESSION DE L'ETHIOPIE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Le programme de l'USAID d'accession de l'Éthiopie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) assure une assistance technique, une analyse, une prise de conscience du public et un renforcement des capacités afin d'aider l'Éthiopie à gagner son accession à l'OMC. Ce programme de 1,2 million de dollars est un partenaire du Ministère éthiopien du Commerce et de l'Industrie (MoTI), des chambres de commerce, des associations industrielles et des institutions financières.

Programme d'accession de l'Éthiopie à l'OMC :

- Rédiger de nouvelles lois et réglementations pour conformité à l'OMC
- Sensibiliser l'opinion publique aux avantages, problèmes et implications d'une accession à l'OMC
- Renforcer les capacités commerciales du MoTI et des autres institutions gouvernementales clés de même que les membres du parlement pour leur permettre une prise de décision informée et une conduite plus efficace de leurs responsabilités
- Identifier les contraintes politiques liées au commerce qui affectent négativement l'investissement privé, la compétitivité commerciale, le développement du secteur privé et la croissance économique

Résultats : Une première version d'une législation sur le droit à la propriété intellectuelle a été soumise au MoTI et une évaluation détaillée de l'environnement commercial en Éthiopie a été achevée pour le gouvernement éthiopien.

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

LOI SUR LA CROISSANCE ET LES POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE-PLUS (AGOA+)

Cette activité de 300 000 dollars éduque le secteur public et le secteur privé en Éthiopie quant aux opportunités offertes par l'AGOA et à la conduite de relations commerciales avec les États-Unis. En apportant une assistance et une formation techniques, elle renforce les pratiques commerciales des entreprises, crée des jumelages commerciaux solides et des contacts directs avec les acheteurs et fournit une formation à la commercialisation sur le Web. L'AGOA+ travaille au renforcement des capacités de la chambre de commerce éthiopienne et choisit d'autres chambres citadines en rendant disponible les systèmes d'information de marché.



Résultats : L'AGOA+ a accru la valeur du système de ventes préférentielles de l'AGOA, soit des exportations à 5,2 millions de dollars. Elle a aussi aidé les petites et moyennes entreprises dans les secteurs de l'habillement, du cuir, de l'artisanat, des fleurs et de l'agroalimentaire à recueillir 1 million de dollars en ventes nouvelles et a assuré des prestations de services de développement à environ 250 entreprises dans ces secteurs.

ACTIVITÉ D'EXPANSION DU COMMERCE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE (ATEA)

L'ATEA est une activité de 3,5 millions de dollars qui identifie les opportunités de marché et stimule les entreprises de l'agro-industrie basée sur les marchés ainsi que les jumelages de coopératives avec les marchés nationaux, régionaux et internationaux. À travers une stratégie commerciale fondée sur l'exportation, l'ATEA accroît en quantité et en qualité la production de quatre produits agricoles : oléagineux/légumineuses, produits de l'horticulture/floriculture, les peaux/les cuirs et le café. L'ATEA travaille avec les producteurs commerciaux nationaux et internationaux, les exportateurs et les industriels de la transformation dans ces secteurs.

Dans le cadre d'ATEA, de nouveaux marchés seront exploités et de nouveaux produits seront commercialisés à mesure que la capacité de l'industrie et du secteur public est renforcée de façon à soutenir le développement des agro-industries et des marchés.

Résultats : Les exportations de ces quatre produits agricoles augmenteront et contribueront à créer des emplois liés aux exportations et générer des revenus ruraux. Les systèmes de marché s'amélioreront de même que la capacité de production et la productivité.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

ACTIVITÉ DE GARANTIE DE PRÊT/GARANTIE DE CRÉDIT

Cette activité de 955 000 dollars améliore l'accès au capital pour l'agro-industrie et les petites et moyennes entreprises qui ne peuvent pas obtenir de prêts dans les conditions actuelles. Un meilleur accès au capital permettra de financer des activités de commercialisation, les coûts d'exploitation et les placements de capitaux en Éthiopie, et ce faisant, stimulera la croissance économique et contribuera à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. L'activité de garantie de prêt renforce aussi la capacité des banques privées partenaires et les expose à d'autres systèmes de crédit tels que les prêts basés sur la capacité d'autofinancement.

L'activité de garantie de prêt/garantie de crédit assume à hauteur de 50 % de carence de paiement pour les prêts qu'elle couvre. Elle apporte aussi aux banquiers une assistance technique (en collaboration avec l'association des banques éthiopiennes) et une formation dans les domaines bancaires de base.



Résultats : Au cours de ses deux premières années d'existence, l'activité de garantie de prêt/garantie de crédit a mené à terme des prêts pour un montant s'élevant à 11,4 millions de dollars (41 % des 28 millions de son portefeuille sur dix ans), a donné à 60 petites et moyennes entreprises l'accès au capital (38 % du total des bénéficiaires prévus), a contribué au renforcement du développement des ressources humaines au niveau des banques, en particulier leur compréhension des nouveaux systèmes de crédit.

KENYA

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR HORTICOLE AU KENYA (KHDP)

Le KHDP est une activité de 7,5 millions de dollars qui travaille avec les agences du secteur public et du secteur privé afin de fournir une assistance technique et une assistance commerciale aux petits producteurs horticoles sur l'ensemble du pays. Ses principaux partenaires agro-industriels comprennent les associations de producteurs, les fournisseurs d'intrants, les agents impliqués dans l'industrie de la transformation, les exportateurs, les institutions de recherche et les associations de commerce. L'assistance technique et commerciale accroît la productivité agricole et le commerce agricole, l'accès aux services d'aide commerciale pour les petites et moyennes entreprises et en fin de compte la capacité des organisations de petits exploitants à offrir des services commerciaux à leurs membres et à représenter leur intérêts commerciaux.

Résultats : Le KHDP a aidé plus de 30 000 petits exploitants agricoles depuis 2003. Dans la seule année 2006, les ventes de produits horticoles (tels que fruit de la passion, noix de cajou, piment et autres légumes choisis) par les agriculteurs directement soutenus par le KHDP a totalisé environ 65 millions de dollars (du marché national de 1,5 milliard de dollars).

En 2007, le KHDP continuera à apporter une assistance technique qui résultera en la certification EurepGAP (référentiel européen de bonnes pratiques agricoles) d'au moins 1000 petits exploitants agricoles.

PROGRAMME DE SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AU KENYA (KBDS)

Avec un budget de 6,0 millions de dollars, le KBDS développe la capacité des fournisseurs du secteur privé à fournir des services financiers, de production et de commercialisation pour les produits d'arbres et de la pêche. Ce programme met aussi les producteurs en relation avec les prestataires de services, et relie les petites et moyennes entreprises aux grandes entreprises commerciales à travers des contrats d'approvisionnement à long terme.

Le programme contribue au développement des prestataires de services commerciaux du secteur privé, renforce les groupes de petits producteurs agricoles et sensibilise les micro- et



petites entreprises aux besoins de services et les relie aux marchés. Il collabore aussi avec les Producteurs Est-africains, Indu Farm, Kakuzi, les Exportateurs horticoles du Kenya et Promasidor Ltd.

Résultats : En octobre 2006, le KBDS a facilité la création de deux entreprises (Fineline Rural Reach et Agri-Outlets Ltd.) de jumelages commerciaux, qui fournissent des services pour la négociation de contrats d’approvisionnement, le regroupement des petits producteurs afin de faire des économies d’échelle et l’entretien d’un système de gestion de la qualité pour de grands nombres de petits exploitants agricoles. Ces deux entreprises fournissent des services de jumelages commerciaux pour le fruit de la passion, l’avocat et la mangue à plus de 11 425 producteurs, 5 exportateurs et 6 industriels de la transformation. En raison de la participation à l’activité KBDS, la valeur des exportations d’avocat sur le marché international a augmenté de 45 % pour atteindre 308 000 dollars durant l’exercice 2006 par rapport à l’année précédente.

Le KBDS a mis en contact 15 442 micro- et petites entreprises avec des entreprises commerciales par l’intermédiaire de contrats d’approvisionnement. Il est prévu qu’en 2008 le KBDS augmentera le nombre de micro- et petites entreprises ayant accès aux services commerciaux à 65 000, celui des prestataires de services commerciaux à plus de 1000 et celui des micro- et petites entreprises en relation avec les marchés commerciaux à plus de 22 000.

COMITÉ DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (EPC)

L’USAID apporte un soutien de 1,2 million de dollars à l’EPC pour encourager les exportations vers les États-Unis dans le cadre de l’AGOA. Le projet EPC/AGOA fournit une information sur les marchés, des jumelages commerciaux et une formation aux artisans et aux producteurs de café, thé et de textiles.

Résultats : Pendant le seul exercice 2006, les commandes américaines pour les produits des entreprises soutenues par l’EPC (d’artisanat, cuir, café, thé, textiles et habillement) s’élevaient à plus de 7 millions de dollars au total. Par ailleurs, les entreprises Kenyanes qui ont été parrainées par l’EPC pour participer à la Convention de l’association des cafés spécialisés d’Amérique en 2006 ont obtenu des commandes de 6,2 millions de dollars.

En juillet 2006, le groupe des Femmes Namayiana Maasai a été choisi par l’EPC pour participer à la Foire Internationale Sources de Los Angeles dans le cadre du Programme de développement du commerce de l’USAID/EPC. Namayiana a reçu une assistance technique de la part d’Aid to Artisans (Aide aux artisans), qui a offert une formation sur les tendances du marché, les prix, la conception, les techniques d’étalage et le changement des couleurs dans le but de rendre les produits plus attrayants auprès des acheteurs américains. Le Groupe a réalisé des échantillons de toutes les idées de conception et a ainsi offert un énorme éventail de possibilités de produits à la foire. La foire a résulté dans la satisfaction de commandes d’un montant de plus de 10 000 dollars par Namayiana.



AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

AUTORITÉ D'OCTROI DE CRÉDITS AU DÉVELOPPEMENT (DCA)

La DCA fournit à certaines banques kenyanes sélectionnées (Fina Bank, K-Rep Bank, Cooperative Bank, Kenya Commercial Bank) des garanties pour leur portefeuille de prêts (jusqu'à 23,9 millions de dollars) afin d'encourager les prêts aux petites et moyennes entreprises. À ce jour, 4,19 millions de dollars ont été déboursés.

La DCA encourage les prêts par les institutions financières en réduisant les risques perçus, le provisionnement excessif des pertes sur prêts, les exigences de garantie prohibitives et les problèmes d'admissibilité des garanties. Le programme vise aussi à accroître l'expérience et la capacité des banques en matière de prêts aux entreprises privées des secteurs cibles.

RWANDA

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

PARTENARIAT DURABLE POUR AMÉLIORER L'ENTREPRISE RURALE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE (SPREAD)

SPREAD est une activité de 6,0 millions de dollars sur 5 ans dont le but est de renforcer des investissements antérieurs dans la filière du café de spécialité afin de développer cette industrie et de faire du Rwanda la première destination des importateurs de cafés spécialisés du monde entier. Ses objectifs clés sont:

- L'augmentation des prix payés pour le café de spécialité grâce à l'amélioration de la qualité et des systèmes de contrôle de la qualité
- L'augmentation des débouchés et des primes grâce à la culture du café organique et la certification.
- L'accroissement des capacités au niveau de chaque maillon de la filière
- L'augmentation de la consommation locale de café et des produits associés avec comme retombées le développement d'entreprises
- L'accroissement de la commercialisation et des ventes de café de qualité
- L'expansion de l'horticulture et des autres filières à haute valeur

Résultats :

- **Le développement de 352 épisodes pour deux ans de programme radio afin de faire comprendre le marché international du café, d'améliorer les pratiques de culture du café, sa transformation et les pratiques sanitaires**
- **Le travail avec cinq coopératives pour avoir accès aux prêts des banques de développement**



- La facilitation d'un engagement supplémentaire de 800 000 dollars de la part de la Fondation Africaine de Développement, de la Clinton Foundation, du gouvernement néerlandais et de la Banque de Développement du Rwanda dans le contrôle de la qualité, la facilitation des exportations et les services de négociation des prix.

SPREAD travaille à l'accroissement des ventes ou des exportations au sein de la région et de l'Afrique ainsi que vers les États-Unis et dans d'autres pays du monde. Il est censé :

- Accroître les revenus de la vente des produits agricoles sélectionnés de 3 millions de dollars en 2005 à 12 millions en 2011
- Accroître le volume des exportations de café de spécialité de 2000 tonnes (métriques) en 2006 à 10 000 tonnes (métriques) en 2011
- Augmenter le prix payé pour le café de spécialité rwandais de 2,92 dollars par kilo en 2005 à plus de 3,60 dollars en 2010

OUGANDA

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE (APEP)

L'APEP est une activité de 18,0 millions de dollars dont le but est d'accroître les possibilités économiques en milieu rural et d'augmenter les revenus des ménages en renforçant la production et la commercialisation de produits agricoles exportés tels que le coton, le café, le maïs, la vanille et les fleurs. Afin de traiter les questions d'association de la production au marché et d'améliorer la compétitivité des entreprises agricoles et rurales, l'APEP se focalise sur l'après-récolte, à savoir les questions d'assurance de la qualité et le développement de jumelages commerciaux et d'information de marché.

Pour le café, l'APEP concentre ses efforts sur la formation des agriculteurs en matière d'amélioration de la qualité, de pratiques culturales et des jumelages entreprises-producteurs agricoles. Pour la vanille, ce programme fournit une aide financière et technique à l'industrie à travers l'Association des Exportateurs de Vanille de l'Ouganda (VANEX). Un cours de formation de rappel des animateurs de formation est offert chaque année au personnel de VANEX et aux conseillers agricoles ougandais. En ce qui concerne les fleurs, le programme prête une assistance en encourageant la recherche, la formation et la commercialisation. L'APEP se focalise également sur l'assurance de la qualité, les normes et la certification. Une exploitation floricole ougandaise exporte des roses sweetheart vers les États-Unis.

Résultats : Fin octobre 2006, l'APEP avait appuyé environ 270 000 ménages qui ont vu leurs revenus augmenter de 28 % tandis que près de 70 000 emplois étaient créés. Par ailleurs, plus de 140 000 acres ont été cultivés en faisant appel aux technologies améliorées.



MISSION RÉGIONALE OUEST-AFRICAINE/ACCRA

CENTRES OUEST-AFRICAINS EN FAVEUR DE LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE

La Mission Régionale Ouest-africaine appuie deux Centres en faveur de la compétitivité globale, un à Accra et l'autre à Dakar ; ces deux Centres apportent une information et une assistance technique en matière de commerce, d'investissement et d'activités commerciales dans la région, y compris des possibilités de formation. Depuis octobre 2005, les Centres ont facilité plus de 6 millions de dollars en exportations AGOA, ont contribué à entraîner plus de 1 million de dollars en investissements dans la région qui se sont traduits par un accroissement de la capacité de production, et ont parrainé plus de 125 entreprises qui ont exposé dans plus de 15 foires commerciales internationales, y compris une participation répétée au Fancy Food Show, Material World, MAGIC, California Gift Show, Health and Beauty America, Natural Products Expo West and East, et au SIAL (Salon International de l'Alimentation) à Paris.



CENTRE OUEST-AFRICAIN AN FAVEUR DE LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE/ACCRA

Le Centre d'Accra s'efforce d'encourager le commerce dans 21 pays en Afrique de l'Ouest. Il a fourni une assistance technique de qualité à plus de 100 entreprises ouest-africaines prêtes à exporter de même que des formations appropriées, des guides et des conseils pour exporter vers plus de 1500 individus. Le site Web du Centre répond aux questions relatives à l'achat ou à la vente de produits ouest-africains ou à l'exportation exempte de droits de taxe vers les États-Unis.

Pour plus ample information, veuillez consulter <http://www.watradehub.com/>



CENTRE OUEST-AFRICAIN AN FAVEUR DE LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE/DAKAR

Le Centre de Dakar travaille à la réforme de la politique commerciale régionale, en vue de promouvoir les exportations internationales (en particulier du poisson et des produits de la pêche et les aliments spéciaux) et aide les entreprises à tirer profit de l'AGOA. Les visiteurs du site Web du Centre peuvent télécharger des rapports sur des débouchés d'exportation, être informés des prochains événements ou utiliser le lien avec les sources ultimes d'information de marché et de commerce mondial, à savoir TradeMap et ProductMap. Les acheteurs peuvent aussi puiser dans la base de données du Centre sur les exportateurs ouest-africains, de même que ceux qui sont intéressés par l'expansion de leurs exportations vers de nouveaux marchés peuvent passer l'auto-évaluation pour les entreprises régionales.

Pour plus ample information, veuillez consulter <http://www.watradehub.com/>

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

FACILITATION DU COMMERCE ET RÉFORME DOUANIÈRE

La globalisation a accru le commerce international des produits agricoles alimentaires et avec lui, le risque de dissémination de nouvelles maladies d'origine alimentaire. De ce fait, des normes internationales et des contrôles internationaux respectés par tous les pays sont désormais nécessaires. Si les normes sont harmonisées à l'échelle internationale, elles faciliteront les échanges commerciaux aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre les pays.

Les Centres apportent 1 million de dollars d'aide pour renforcer les capacités des services gouvernementaux dans la région afin de faciliter le commerce, en particulier dans le cadre l'AGOA et avec les États-Unis. Au cours de l'année passée, des sessions de formation des responsables des douanes ont été tenues au Nigeria, au Ghana, au Sénégal et au Cameroun ; une session de formation est prévue au Bénin en avril 2007 pour les responsables du Bénin, du Burkina Faso, du Chad, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Résultats : Le Centre de l'Afrique de l'Ouest sera plus capable d'administrer les visas pour les textiles et pour la catégorie 9, lesquels contribueront à accroître les échanges commerciaux (en particulier dans l'habillement) avec les États-Unis.

RÉDUCTION DES BARRIÈRES TARIFAIRES ET NON TARIFAIRES AU COMMERCE

Le Centre apporte 950 000 dollars pour renforcer la capacité de l'Afrique de l'Ouest au commerce régional et international en vue d'accroître les revenus et de réduire la pauvreté. Les barrières aux activités commerciales et du secteur privé, qui résultent des réglementations, des régimes douaniers, des taxes et de l'application des lois sont importantes, surtout lorsqu'elles contrôlent les échanges entre pays. À travers l'adoption d'un barème tarifaire extérieur commun (CET), la CEDEAO éliminera les barrières commerciales de par cette simplification et harmonisation de son système tarifaire.



Les Centres Ouest-africains fournissent également une assistance technique et analytique au Secrétariat Exécutif de la CEDEAO. Leur assistance se focalise sur l'appui au processus de supervision de la mise en œuvre du CET/marché commun, l'aide technique pour conclure les négociations sur le calendrier CET et les problèmes en relation avec le calendrier, le renforcement de la capacité analytique, le suivi des mécanismes de mise en œuvre du CET et du marché commun, un système de dissémination des documents internes, une campagne d'information publique, la coordination des bailleurs de fonds pour le CET et le Marché commun et l'aide à la CEDEAO pour la préparation d'une politique commerciale pour les produits agricoles.

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

AMÉLIORATION DES PRATIQUES COMMERCIALES ET DES JUMELAGES DE MARCHÉ

Dans le cadre d'une activité de 2,5 millions de dollars, les activités de développement d'entreprises d'export du Centre OA visent les entreprises prêtes à exporter dans des secteurs concurrentiels tels que l'habillement, les produits du bois, le beurre de karité, les articles de décoration ménagers, les spécialités alimentaires et les noix de cajou conditionnées afin de créer des jumelages avec les marchés d'outre-mer. Les Centres assurent des formations régionales spécifiques aux filières, qui confèrent des compétences commerciales très générales ainsi qu'une connaissance des marchés et traitent de sujets tels que l'accès au financement, la satisfaction des normes internationales et des processus de certification, les procédures de contrôle de la qualité, la gestion des chaînes de production et d'approvisionnement, les coûts et les prix, l'emballage et l'étiquetage et la logistique d'export. Les Centres préparent également la participation des entreprises sélectionnées aux foires commerciales internationales aux États-Unis et en Europe, facilitant la conclusion de marché pendant ces foires et établissant des contacts avec les acheteurs internationaux et les investisseurs en les accompagnant lors de visites régionales en Afrique de l'Ouest.

De plus, les Centres organisent périodiquement des « journées AGOA » qui aident les exportateurs à accéder au marché américain et soutiennent les centres de ressources AGOA (ARC) dans 15 pays admissibles à l'AGO. Ces journées se focalisent sur les secteurs d'export concurrentiels non traditionnels dans les pays où un Centre est expert et elles sont conçues pour aider les entrepreneurs régionaux à comprendre le marché américain et à naviguer la logistique de l'export dans le cadre d'AGO. De telles journées ont eu lieu au Bénin et au Sénégal cette année et d'autres sont prévues au Burkina Faso, au Gabon et au Cameroun pour plus tard cette année. Enfin un nouvel ARC a récemment été ouvert avec l'aide des Centres OA à Libreville au Gabon.

Les prochaines foires commerciales comprennent l'Exposition européenne des fruits de mer à Bruxelles, le Fancy Food Show (alimentation) à New York en juillet, le California Gift Show (décoration) en juillet et le Material World (habillement) en septembre. Les Centres ont aussi aidé à animer une excursion d'acheteurs de Cost Plus World Market pour les artisans de décorations ménagères au Sénégal et au Ghana.

Résultats : Les activités de développement d'entreprises d'export des Centres ont contribué à promouvoir 2,4 millions de dollars en nouvelles exportations depuis l'Afrique de l'Ouest, 135 000 dollars en nouvelles exportations intra-régionales et 77 000 de dollars en investissements étrangers directs pendant les six premiers mois de l'exercice 2007.



AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU CRÉDIT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE LA RÉGION OUEST-AFRIQUE

Une façon d'améliorer l'accès au crédit des entreprises Ouest-africaines prêtes à exporter consiste à changer la perception des banques commerciales à l'égard des PME. À cette fin la Mission OA a lancé un projet de démonstration de 200 000 dollars, censé commencer en mai 2007, qui est focalisé sur le degré de solvabilité des petits entrepreneurs. Parmi d'autres stratégies, le projet établit une garantie de prêt partielle en utilisant l'Autorité d'octroi de crédits au développement (DCA) afin de réduire les risques pris par la banque commerciale en prêtant aux PME et aux exportateurs non traditionnels.

Résultats attendus : Ce projet de démonstration devrait améliorer la capacité des PME à fournir une documentation adéquate à l'appui d'une demande de prêt. Il devrait également améliorer la capacité des banques commerciales à fournir des produits financiers pré-export, souples, novateurs et abordables, adaptés aux exportateurs non traditionnels et aux PME.

FACILITER LES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN INFRASTRUCTURE DANS L'ÉNERGIE, LES ROUTES/PORTS ET LE TIC

La Mission OA fonde environ 4,0 millions de dollars d'activités qui vont promouvoir les investissements d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des routes. Les investissements viennent à l'appui du Pool énergétique Ouest-africain et de la Société du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (WAGP), du développement de télécommunications régionales (afin de réduire les coûts d'itinérance sur les téléphones portables et de l'accès à Internet à haut débit) et de la gouvernance du transport routier. Les données commerciales sont rassemblées afin de comprendre les effets des investissements à venir.

L'AGCI fournit un conseiller à long terme à l'agence de supervision régionale pour la WAPG ainsi qu'une assistance au Bénin, au Ghana, au Nigeria et au Togo afin de développer la capacité à utiliser efficacement le gaz naturel qui sera bientôt disponible grâce au gazoduc. L'USAID a également aidé les fournisseurs d'électricité du Ghana, du Mozambique et de la Tanzanie à améliorer leurs services.

À la fin de l'exercice 2008, la Mission aura identifié et quantifié les coûts du transport des marchandises sur les autoroutes et au passage des frontières et des ports. Dans le secteur de l'énergie, des études clés de faisabilité et d'impact seront en cours en coordination avec d'autres bailleurs, satisfaisant une condition préalable pour le financement d'investissement.



À travers son initiative Gouvernance améliorée des transports routiers et avec un cofinancement du programme de transport africain subsaharien, la Mission collabore avec la CEDEAO et l'Union Économique et Monétaire Ouest-africaine pour mettre en place un système d'information qui permette de dépister les délais et la corruption le long des principales routes de camionnage de la région.

Résultats : Des politiques vigoureuses pour réduire les délais et la corruption et une réduction des temps de transit et des coûts. Dans les cinq ans à venir, de nettes améliorations de la gestion des transports seront mises en œuvre et de nouveaux investissements clés dans des ports et d'autres installations auront été attirés. Sur cette même période, les principaux réseaux électriques de l'Afrique de l'Ouest auront été interconnectés dans un pool énergétique commun et de nouveaux investissements importants dans la génération d'électricité à grande échelle auront été attirés.



MISSIONS BILATÉRALES OUEST-AFRICAINES

GHANA

L'activité décrite ci-dessous contribue à l'accomplissement des quatre objectifs de l'AGCI.

PROGRAMME D'ÉCHANGES COMMERCIAUX ET D'INVESTISSEMENTS POUR UNE ÉCONOMIE D'EXPORTATION COMPÉTITIVE (TIPCEE)

TIPCEE est une activité de développement de l'agriculture et des entreprises avec un budget de 30 millions de dollars. Pendant 2006, le volet Développement commercial de TIPCEE a aidé l'agriculture ghanéenne à devenir compétitive via une série d'activités de commercialisation.

L'USAID met l'accent sur la mise en place d'un régime équitable et transparent d'import-export et sur la facilitation du commerce. Elle a aidé le Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture en soutenant la révision du programme de Développement du secteur alimentaire et agricole, qui désormais reflète mieux le rôle du secteur privé dans le développement agricole et l'importance de l'agriculture pour une croissance basée sur les exportations.

Ce programme se focalise sur 11 produits agricoles (ananas, mangue, papaye, légumes asiatiques, noix de cajou, banane, plantes médicinales, citron, tomate, oignons et maïs) et à travers chacun d'eux adresse le problème de la compétitivité des exportations des entreprises privées ghanéennes aux différents niveaux et échelles de production. L'aide apportée est adaptée aux petits producteurs agricoles, aux entreprises, aux industriels et aux partenaires commerciaux. TIPCEE fournit une assistance à l'élaboration de plans commerciaux qui sont orientés vers l'exportation et qui comprennent un plan de gestion financière saine, des mesures de contrôle de la qualité, l'emballage et des stratégies de commercialisation.

Dans le secteur financier, les objectifs de TIPCEE consistent à augmenter les flux financiers et l'efficacité du marché des capitaux ainsi qu'à appuyer le Plan stratégique pour le secteur financier du Ghana. À cette fin, l'USAID/Ghana a organisé des discussions et un dialogue entre le secteur public et le secteur privé qui a aidé à formuler un projet de loi sur les institutions financières non bancaires, qui définit les exigences réglementaires.

Le gaz de WAPG devant être distribué dès 2007, le développement d'une politique et d'une réglementation pour le gaz naturel au Ghana est devenu la priorité pour de nombreuses parties prenantes mais en particulier pour le Ministère de l'Énergie. À la demande du ministère, la Mission emploie TIPCEE pour élaborer un calendrier des activités menant au développement d'un second marché (pour la génération d'électricité) pour le gaz naturel.

Résultats : Environ 90 entreprises et 2500 groupes de producteurs recevront une assistance et 100 000 producteurs seront formés en 2007. La valeur des exportations ghanéennes par les entreprises soutenues est estimée à 75 millions de dollars. L'immense intérêt dans les produits horticoles du Ghana s'est traduit par au moins quatre accords de marché en voie d'être conclus, suite à des prises de contact avec des acheteurs internationaux.



MALI

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

PROJET MALIFINANCE

En 2002, ce projet de 200 000 dollars a aidé le gouvernement du Mali à créer l'Agence de Promotion des Investissements afin d'attirer les investissements étrangers. Depuis lors, l'Agence a pris en charge la gageure d'attirer des investissements étrangers directs dans de nouveaux projets commerciaux essentiels, tels que l'actualisation de la fabrication de carton afin de satisfaire les normes internationales de qualité agricole. Pour promouvoir une compréhension mutuelle entre les prêteurs et les entrepreneurs, le projet a parrainé une formation conjointe des propriétaires de petites entreprises et des agents prêteurs des institutions de micro-finance (IMF). Depuis 2004, plus de 100 petites entreprises et IMF ont reçu une formation dans les systèmes de comptabilité pour petites entreprises MicroPlan and ComptEx ainsi qu'un outil d'analyse des risques, facile d'emploi, basé sur Excel, élaboré par MaliFinance.

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

PROJET TRADEMALI

Ce projet a aidé le Mali à améliorer la production agricole et à créer de nouveaux débouchés à l'exportation pour une gamme de produits agricoles. L'exercice 2007 disposera de 288 000 dollars supplémentaires. La promotion de la filière pomme de terre est réalisée par le biais de sessions de formation portant sur l'organisation de coopérative, les procédures d'exportation et les capacités de gestion ainsi qu'à travers une assistance en matière d'information de marché. Les exportateurs font actuellement face à des délais et des « taxes et des charges extraordinaires » versées le long des routes subrégionales empruntées par les exportations. De nouveaux marchés de la pomme de terre ou des marchés qui ont repris seront exploités en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Ghana et au Togo.

Les producteurs et les exportateurs de mangues ont été formés aux activités de l'avant et de l'après récolte. Le focus a été essentiellement placé sur le contrôle de la qualité, la manipulation et les techniques d'emballage, la mise en œuvre des normes EurepGap (une branche du secteur privé qui établit des normes volontaires pour la certification des produits agricoles pour le monde entier) et la fourniture des équipements et des outils appropriés. L'exploration des opportunités de commercialisation dans la sous-région et avec l'Union européenne a aidé les exportateurs à pénétrer de nouveaux marchés. TradeMali est actuellement en train de tester l'envoi de 200 tonnes de mangues à l'importateur hollandais Royal Dutch Ahold en collaboration avec des associations d'exportateurs. Le résultat devrait consister en l'export de 4000 tonnes de mangues commercialisées chaque année.



TradeMali, en collaboration avec un projet de production agricole financé par l'USAID et avec des services gouvernementaux, a développé un programme dans la région de Tombouctou afin d'améliorer la qualité de l'anis tout en accroissant ses volumes de production. Des essais en parcelles expérimentales ont montré que le rendement par hectare pouvait être augmenté de plus de 3 tonnes lorsque des pratiques culturales appropriées étaient utilisées. De plus, l'utilisation de techniques améliorées pour la récolte et la conservation, a un effet positif sur la qualité du produit récolté. Quelques 500 producteurs sont censés bénéficier.

Résultats : Commercialisation accrue de la pomme de terre.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

PROJET MALIFINANCE

De nombreux propriétaires de petites entreprises au Mali ont du mal à mettre en place un système pour leurs opérations quand leur entreprise grandit, mais désormais, les entrepreneurs maliens reçoivent l'assistance dont ils ont besoin grâce à 500 000 dollars supplémentaires en fonds nouveaux provenant du projet MaliFinance. Le projet a aidé les petites et moyennes entreprises dans la région de Sikasso à travers un partenariat avec une organisation locale non gouvernementale. En février 2006, les entrepreneurs ont bénéficié d'une session de formation à ComptEx, un système comptable simplifié qui est facile à maîtriser même par ceux avec peu ou aucune éducation.

Résultats : Pendant l'exercice 2007, 44 prêts seront accordés par les banques et 628 par les institutions de microfinance, pour une valeur totale de 1,1 million de dollars. Les prêts aux PME devraient se chiffrer à une valeur similaire.

NIGERIA

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

OPTIMISATION DES REVENUS AGRICOLES ET DES ENTREPRISES CLÉS DANS LES SITES CIBLES (MARKETS)

MARKETS est une activité de 25 millions de dollars qui se concentre sur l'augmentation des revenus dans le secteur agricole en identifiant la demande des marchés et en travaillant avec les agriculteurs et les transformateurs afin de fournir des produits de qualité à valeur ajoutée. Le programme travaille avec les entreprises agro-industrielles afin de renforcer leurs capacités pour qu'elles deviennent plus compétitives et puissent prendre une part croissante des marchés intérieurs et extérieurs, et afin de fournir une avenue pour le développement d'une transformation à valeur ajoutée. Le jumelage des agriculteurs aux marchés a permis au programme MARKETS de faciliter l'apport d'une assistance technique à travers des organisations locales non gouvernementales et des prestataires de services ainsi que des transferts de technologie au secteur privé. Cette approche est applicable à tout produit agricole qui a été identifié comme ayant la demande de marché désirée et qui aura un impact positif sur le revenu des participants de la filière.

Résultats : D'après les projections, les ventes de produits agricoles bruts et des produits à valeur ajoutée dépasseront 200 millions de dollars en cours de projet.



SENEGAL

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

SOUTIEN À UNE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET UNE COMPÉTITIVITÉ ACCRUE (SAGIC)

Le programme SAGIC fournira 3,3 millions de dollars pour améliorer le commerce et la compétitivité et accroîtra le développement économique en réduisant le nombre de procédures, le temps et le coût de lancement d'une entreprise officielle au Sénégal.

Une assistance technique a été prêtée à l'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX) du Sénégal afin qu'elle devienne un service centralisé pour les investisseurs intérieurs et extérieurs, et afin de réduire le coût et le temps nécessaire à la conduite des affaires au Sénégal. Le Président a signé 14 décrets supplémentaires le 5 octobre 2006.

Résultats : La SAGIC a élaboré une liste de huit sous-filières avec un potentiel important pour les exportations : mangues, noix de cajou, hibiscus (bissap), textiles tissés, produits de la pêche, produits laitiers, neem et gomme arabique. La SAGIC a formé plus de 30 personnes clés, sélectionnées parmi le personnel des institutions concernées, à la gestion des risques phytosanitaires en collaboration avec le Département Américain de l'Agriculture. La SAGIC a également travaillé avec APIX et le Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire afin de faciliter l'accès au foncier d'un investisseur en habillement et une autre fois d'un exportateur de noix de cajou.

WULA NAFAA (PROGRAMME DE GESTION DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES NATURELLES)

Wula Nafaa apporte 2,4 millions de dollars dans le but de promouvoir le commerce des produits agricoles non traditionnels et des produits naturels. Son objectif est d'accroître les revenus des producteurs ruraux et des communautés locales à travers un développement local durable.

En 2006, les marchés du fonio (une céréale indigène), de la gomme de karaya (un composant pharmaceutique), du baobab, du madd et du jujube (fruits locaux) et du charbon de bois ont été renforcés, ce qui s'est traduit par une augmentation significative des revenus. Wula Nafaa se focalise sur la promotion et l'augmentation du commerce en créant des liens directs entre les agriculteurs et les exportateurs, en développant de nouvelles gammes de produits pour les produits agricoles cibles et en formant les petites entreprises à la gestion de base des entreprises.

Résultats : Au cours de l'année dernière, 100 entreprises ont reçu une assistance de renforcement des capacités à l'exportation, 200 organisations/associations de femmes ont été formées aux techniques améliorées de production et 600 personnes (dont 40 % étaient des femmes) ont participé aux sessions de formation portant sur le renforcement des capacités commerciales et d'investissements. 984 entreprises émergentes.



travaillant avec le programme ont accru leurs revenus de 92 % : de 133 400 à 255 631 dollars. Le volume total de tous les produits commercialisés est passé de 1010 tonnes à 2800 tonnes pendant l'année. La gomme de karaya, le fruit du baobab et le fonio ont été exportés, rapportant 1 million de dollars.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

AUTORITÉ D'OCTROI DE CRÉDITS AU DÉVELOPPEMENT (DCA)

La DCA est un nouveau programme qui fournira des avals aux trois banques sénégalaises afin de générer jusqu'à 10 millions de dollars en prêts aux PME sur cinq ans. Les avals de la DCA aideront les PME sénégalaises à obtenir un financement bancaire pour leurs besoins de fonds de roulement et d'investissements dans six filières mal desservies : l'agriculture et l'agro-industrie, les textiles et l'habillement, le tourisme, l'artisanat et les industries culturelles, la pêche et les technologies d'information et de communication. L'aval aidera à réduire les risques qui limitent l'accès aux prêts, tels que l'apport de grandes quantités de garantie.



MISSION RÉGIONALE DE L'AFRIQUE AUSTRALE/GABORONE

CENTRE DE L'AFRIQUE AUSTRALE EN FAVEUR DE LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE

L'objectif primordial du Centre de l'Afrique australe (SA) en faveur de la compétitivité globale créé en juin 2002, est d'améliorer la compétitivité des produits et services de l'Afrique australe afin de réduire la pauvreté. Le Centre met l'accent sur le renforcement des capacités et la compétitivité du secteur privé.

Les activités clés du centre sa visant à faciliter le commerce et à renforcer les capacités comprennent :

- La modernisation des douanes et la facilitation des transports
- Les services financiers pour le commerce et la compétitivité
- L'établissement d'un plaidoyer pour le secteur privé
- La politique commerciale et le renforcement des capacités

Le Centre cherche à améliorer la capacité des entreprises régionales et des groupes régionaux à produire des produits et des services compétitifs sur les marchés. Il a aussi pour but de développer des relations d'export qui ajoutent de la valeur, au sein de la région et à l'échelle mondiale en assurant un meilleur accès à l'assistance technique.



Le Centre de l'Afrique australe sert 14 pays

Les secteurs cibles prioritaires comprennent l'agro-industrie, l'habillement et le tourisme. L'aide du centre sa en faveur de la compétitivité consiste à :

- Faciliter ou fournir une assistance technique pour améliorer les jumelages de marché
- Innover dans des produits et des processus afin de diversifier les offres d'exportations de la région
- Aider les entreprises à satisfaire les normes internationales (qualité, sanitaires, phytosanitaires, environnementales, sociales et services) afin de rendre leurs produits plus concurrentiels
- Établir des avantages compétitifs durables au sein des entreprises ainsi que de leurs filières et de leurs groupes, qui se traduiront par une croissance économique accélérée et à long terme

Pour plus ample information, veuillez consulter <http://www.satradehub.org/>



AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

DOCUMENT ADMINISTRATIF UNIQUE (DAU) 500

DAU 500 est un formulaire polyvalent de déclaration des marchandises pour les importations, les exportations, les mouvements transfrontaliers et de transit ; il incorpore toutes les informations nécessaires pour le passage en douane et la gestion des risques douaniers. Il permet également des délais plus brefs ainsi que moins d'erreurs, moins de confusion, des coûts plus faibles et une efficacité commerciale améliorée. DAU 500 est conforme aux normes douanières internationales et aux bonnes pratiques internationales.

Avec l'assistance technique du Centre SA et un financement de 70 000 dollars, DAU 500 a été mis à l'essai avec succès durant ces deux dernières années dans le couloir Trans-Kalahari entre l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie. C'est maintenant le seul document de déclaration douanière au Botswana et en Namibie et en octobre 2006, le Service des Revenus de l'Afrique du Sud a légalisé et introduit le DAU 500 dans toute l'Afrique du Sud.

Le Centre aidera également le Mozambique à mettre en œuvre le DAU 500 sur tout son territoire et comme déclaration de transit douanier vers les pays voisins (Couloir Maputo entre l'Afrique du Sud et le Swaziland, Couloir de Beira entre le Malawi et la Zambie). L'étape suivante consistera en l'adoption du DAU 500 au Malawi et en Tanzanie.

Résultats : Le DAU 500 a remplacé plus de dix formulaires de déclaration en douane de marchandises, qui étaient requis pour le traitement des importations et des exportations.

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

FOIRES COMMERCIALES ET SALONS DU SOURÇAGE : MATERIAL WORLD

Le premier salon mondial du Sourçage de New York, Material World New York, a lieu les 26-28 septembre 2006. Il a attiré des représentants de 475 entreprises du monde entier dans les secteurs de l'habillement, de l'ameublement et des accessoires ménagers. La participation internationale s'est accrue de 40 exposants en 2005 à 236 en 2006. Plus de 4000 acheteurs ont participé, représentant plus de 35 pays dont le Bangladesh, la Chine, la Corée, la Thaïlande, le Maroc, l'Inde, le Pakistan, le Japon et Taïwan.

Plus de dix pays africains ont présenté leurs produits vestimentaires dans le Pavillon Afrique organisé par Trade Links, LLC. Consacrer une zone d'exposition entière aux entreprises africaines a eu l'effet de promouvoir l'Afrique comme une destination collective pour les acheteurs ; chacun des exposants, toutefois, a retenu son identité nationale, culturelle et d'entreprise. Le pavillon a exposé des échantillons de produits et des descriptions des installations et des services au Botswana, en Éthiopie, au Lesotho, au Kenya, au Ghana, au Cameroun, au Sénégal, au Swaziland, à Madagascar et en Afrique du Sud, entre autres.



Résultats : Le Centre SA a parrainé la participation de cinq entreprises (au coût de 40 000 dollars) à Material World New York. Grâce à un contact établi pendant l'exposition, Hippo Knitting du Lesotho approvisionnera une commande d'une valeur de 1,9 million de dollars à un détaillant New Yorkais en 2007, une commande qui accroîtra la capacité de production de l'entreprise Maseru de 10 % et qui lui permettra d'embaucher 160 nouveaux employés. L'entreprise Label Clothing du Botswana approvisionnera une commande d'une valeur de 519 000 dollars à « Fait en Afrique » de Butta, réalisant ainsi sa première incursion sur le marché des consommateurs américains. Les deux entreprises donnent également suite à des contacts avec d'autres acheteurs.

FOIRES COMMERCIALES ET SALONS DU SOURÇAGE : FANCY FOOD SHOW

Le Fancy Food Show, organisé par la National Association for the Specialty Food Trade, Inc., attire entre 19 000 et 32 000 représentants de l'ensemble du marché des aliments de spécialité. En mai 2006, le Centre SA a parrainé la participation de six entreprises régionales (au coût de 80 000 dollars) – Eswatini Kitchen (Swaziland), Peppadew International (Afrique du Sud), Olyvenbosch Vineyards (Afrique du Sud), Nali (Malawi), Bou Joubert (Afrique du Sud), et African Spices (Zambie) – représentant un échantillonnage des produits alimentaires de spécialité disponibles dans la région Afrique australe, au Spring Fancy Food Show de Chicago.

Résultats : Trois des six entreprises ont depuis réalisé de nouvelles exportations vers le secteur américain des aliments de spécialité et gastronomiques. Du fait de leur participation au Fancy Food Show, dix entreprises de la région ont été engagées par contrat à fournir des produits à Sun Rich International. Sun Rich est maintenant en train de développer une gamme de produits alimentaires africains et s'est engagé à acheter 10 produits de l'Afrique australe.

FACILITER LES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN INFRA-STRUCTURE DANS L'ÉNERGIE, LES ROUTES/PORTS ET LES TIC

SYSTÈME DE CONTRÔLE TRANSFRONTALIER DES SURCHARGES (CBOCS)

Les camions surchargés sur les réseaux routiers de l'Afrique australe sont une cause majeure de l'endommagement des routes ce qui ralentit les transports et en accroît les coûts. En novembre 2004, le Centre SA a introduit le CBOCS pour le poste transfrontalier du Martin's Drift/Grobler's Bridge entre le Botswana et l'Afrique du Sud, comme programme pilote visant à réduire la surcharge des camions. L'USAID a fourni 120 000 dollars à l'appui du CBOCS.

Le CBOCS a été introduit à la demande de la Federation of East and Southern Africa Road Transport Associations (FESARTA - Fédération des associations de transports routiers de l'Afrique de l'Est et australe) et est mis en œuvre en collaboration avec la FESARTA, les associations nationales de transporteurs routiers, les agences de contrôle du transport routier, les agences/départements des routes nationales et les départements des douanes nationaux.



En août 2006, une vérification du programme pilote a trouvé que le programme CBOCS marchait et qu'il avait engendré des bénéfices importants. Par exemple, le nombre de véhicules pesés par mois avait augmenté d'une moyenne de 323 en novembre 2004 à 1691 en août 2006 (une augmentation de 424 %) alors que le pourcentage de véhicules surchargés au-delà des limites de tolérance acceptables avait diminué de 8,2 % en moyenne à 2,9 % pendant la même période.

Résultats : Le CBOCS a été accepté pour un déploiement dans le Couloir Trans-Kalahari et au poste frontalier du traversier (Ferry) de Kazungula entre le Botswana et la Zambie. Les dispositions légales du plan de déploiement sont en attente d'approbation par les pays concernés.

ÉTABLISSEMENT DE STRUCTURES INSTITUTIONNELLES DE GESTION DES COULOIRS DE TRANSPORT

Ce projet de 120 000 dollars est en train de créer des institutions de gestion pour plusieurs couloirs de transport : le TKC, Maputo, Nord-Sud, Dar es Salaam, Trans-Cunene, et Beira. Les institutions de gestion sont des partenariats public-privé de toutes les parties prenantes intéressées par un écoulement efficace des marchandises le long des couloirs.

Le projet créera également un organe de coordination pour chaque couloir et aidera la mise en œuvre de réformes, ce qui résultera en un transport plus rapide et moins cher des marchandises. À ce jour, le Centre SA en faveur de la compétitivité globale a recruté un coordinateur de programme pour le secrétariat du TKC et a proposé des structures institutionnelles pour le couloir Maputo.

Résultats : Il est prévu que les trois pays de ce corridor s'entendront sur une structure de gestion adéquate pour le corridor de Maputo, et que cette entente résultera dans la signature d'un accord et la mise en œuvre comme ce fut le cas pour le TKC. Une structure efficace de gestion des couloirs contribuera à résoudre les questions de logistique des transports le long des couloirs grâce aux partenariats public-privé. Elle fournira aussi au secteur privé une bonne possibilité d'influencer les politiques publiques relatives à la facilitation du commerce.



MISSIONS BILATÉRALES D'AFRIQUE AUSTRALE MOZAMBIQUE

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

RÉDUCTION DES DÉLAIS POUR LES IMPORTATIONS ET LES EXPORTATIONS

Le but de ce programme de 750 000 dollars est de réduire le temps nécessaire pour importer et exporter à partir du Mozambique de 40 à 20 jours. Un groupe de travail composé de douaniers, d'importateurs, d'exportateurs, de transitaires, de bailleurs de fonds et du Ministère de l'Industrie et du Commerce du Mozambique a été établi afin de déterminer comment parvenir à ce but.

En 2007, une équipe Doing Business de la Banque Mondiale a travaillé avec le groupe de travail afin d'aider à subdiviser les activités d'import/export dans des domaines définis. L'équipe a conclu que les exportations étaient compliquées par une série d'exigences contraignantes (par ex., la règle de l'origine) qui souvent n'étaient pas requises par l'acheteur, et que les importations étaient retardées par une inspection avant l'expédition qui pouvait prendre 15 jours. Des délais supplémentaires étaient causés par les 14 jours nécessaires pour ouvrir une lettre de crédit. Les recommandations de l'équipe pour gagner du temps comprenaient l'élimination de l'inspection avant l'expédition et de travailler avec le système bancaire pour trouver un moyen d'accélérer l'agrément des lettres de crédit. L'équipe a également recommandé de passer à un système électronique pour les importations et les exportations afin d'inclure les liens entre les répartiteurs, les douanes, les banques et les importateurs ou les exportateurs.

Résultats : Sur la base d'informations préliminaires, les experts des douanes et du financement vont développer un plan d'actions avec le groupe de travail qui sera mis en œuvre l'année suivante. Les résultats attendus sont que le programme aura réussi à réduire les délais de moitié en octobre 2008.

FACILITER LES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN INFRASTRUCTURE DANS L'ÉNERGIE, LES ROUTES/PORTS ET LE TIC

AMÉLIORATION DU PASSAGE DES FRONTIÈRES

Cette activité de 700 000 dollars qui commencera en septembre 2007, est un élément du Programme Commerce et Investissement du Mozambique. Pour aider à réduire les délais d'importation et d'exportation de 50 %, elle se focalisera sur l'amélioration de l'efficacité des opérations aux frontières – sur les routes comme dans les ports.



Une attention particulière sera portée à l'interface entre les importateurs, les concessions portuaires, les douanes et l'immigration. La première phase consistera en une étude comparative des coûts, du temps et de la variabilité entre le port de Maputo et ses concurrents les plus directs (par ex., Durban et Richards Bay).

TIPMOZ offre la possibilité de faciliter encore davantage des investissements privés supplémentaires soit dans le port de Maputo qui est actuellement sous concession privée soit à la frontière terrestre où les concessions sont possibles. En particulier, le commerce Sud-africain et les autres échanges régionaux en transit augmenteraient en raison de la plus grande efficacité et des coûts réduits au port de Maputo.

AFRIQUE DU SUD

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

PROGRAMME SUD-AFRICAIN DE JUMELAGES D'ENTREPRISES INTERNATIONALES (SAIBL)

Une société de conseil Sud-africaine est entrain de mettre en œuvre le programme SAIBL selon un accord de coopération conclu avec le Conseil d'entreprises sur l'Afrique, à Washington, DC. Ce programme avec un financement de près de 2,2 millions de dollars comprend trois composantes :

- SAIBL-Core assure le développement des entreprises et des services financiers, commerciaux et d'accès aux marchés aux petites et moyennes entreprises engagées dans des échanges commerciaux nationaux et internationaux dans les secteurs des services et de la manufacture
- SAIBL-Promotion des jumelages d'entreprises dans l'agro-industrie (PAL) assure des jumelages de marchés, des services de développement des entreprises et une formation aux catégories et aux normes pour les petites et moyennes entreprises du secteur agricole (exploitations agricoles et entreprises agro-alimentaires) présentes ou cherchant à être présentes sur les marchés nationaux ou internationaux des produits agricoles et autres produits alimentaires
- SAIBL-TRADE assure la promotion des exportations en provenance d'Afrique du Sud et de la région en renforçant les capacités d'exportation au niveau national et international et les jumelages de marché

Résultats : De 2003 à 2006 inclus, plus de 5700 emplois ont été créés, dont près de la moitié sont allés à des femmes. Le montant des ventes depuis 2003 s'élève à 660 238 623 dollars, dont 81 308 279 dollars correspondent à des exportations. Des 525 petites et moyennes entreprises aidées, 139 étaient détenues par des femmes.

Pendant l'exercice 2007, il est prévu que le renforcement des capacités commerciales assuré par le SAIBL devrait générer 218 785 000 dollars en ventes ou en exportations dans la région, vers les États-Unis et les autres pays en dehors de l'Afrique. En outre, il est prévu que le programme aidera 5023 nouvelles entreprises à améliorer leurs pratiques commerciales et que 1185 emplois nouveaux seront créés.



PROGRAMME DE DONS APS POUR L'AFRIQUE DU SUD (SAAGA)

SAAGA a fourni des dons se chiffrant jusqu'à 500 000 dollars à cinq organisations Sud-africaines dont les activités sont liées à l'amélioration de la compétitivité des PME. À la mi-2007 cinq dons d'une durée de un an avaient été attribués à des organisations locales. L'aide de l'USAID à ce programme vient de dépasser 4 millions de dollars.

Ces dons renforcent la compétence des prestataires indépendants de services de développement d'entreprises (BDS) aux PME ; forment les propriétaires de PME et les conseillers BDS à consolider leurs entreprises, à identifier de nouvelles opportunités et à élaborer des plans de croissance commerciale ; aident les producteurs laitiers nouveaux dans ce domaine et les salariés agricoles à suivre des cours de formation à la production laitière commerciale, et les coopératives laitières qui viennent de commencer à recevoir une formation solide dans les pratiques de gestion commerciale des coopératives. Ces dons créent également des emplois dans l'exploitation agricole et contribuent à l'accroissement des revenus des agriculteurs qui participent au programme. L'accès des PME aux contrats et au financement s'est aussi amélioré. Des bourses à des entreprises telles que Natural Botanicals sont censées créer des emplois pour des personnes historiquement défavorisées.

Résultats : En 2006, 1654 PME ont été conseillées et formées. Environ 1671 emplois ont été créés, les PME ciblées ont conclu des contrats de vente pour un montant de 4 445 715 dollars et les PME ont eu accès à un financement évalué à 571 428 dollars.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

ASSISTANCE DU CONSEIL DE RÉGLEMENTATION DE LA MICROFINANCE (MFRC)

L'USAID a aidé le MFRC à préparer le projet de loi sur le crédit national et une nouvelle Loi sur le Crédit National qui est passée en 2005. Le résultat fut la création dans le cadre de cette Loi, du National Credit Regulator (Autorité nationale de réglementation du crédit), qui est responsable de la réglementation du crédit en Afrique du Sud. La Loi exige que cette autorité assure la promotion du développement d'un marché de crédits accessibles, en particulier pour répondre aux besoins des personnes historiquement défavorisées, c'est-à-dire des personnes à faibles revenus et les communautés éloignées, isolées ou à faible densité.

L'activité d'assistance du MFRC, chiffrée à 1,5 million de dollars, s'est traduite par un niveau accru du financement responsable aux PME et aux individus, et une meilleure qualité de la gestion du risque de crédit. Elle a aussi donné naissance à des améliorations des systèmes de structures de suivi du crédit et a aidé au lancement du National Credit Regulator (Autorité de réglementation nationale).

Résultats : Environ 700 magistrats de droit civil ont été formés aux implications pratiques de la nouvelle Loi sur le crédit national avant son entrée en vigueur le 1er juin 2007. Des systèmes de technologie de l'information ont été développés et un nouveau registre du crédit a été établi ; un conseil en matière de dettes a aussi été élaboré de même que des procédures pour le National Credit Regulator.



AUTORITÉ D'OCTROI DE CRÉDITS AU DÉVELOPPEMENT (DCA) - CAPITECH

Cette garantie de prêts permet à la banque Capitech d'Afrique du Sud d'accroître ses prêts aux entreprises à petite échelle de même que l'élargissement de son réseau d'agences et de l'actualisation de ses réseaux d'information. Le financement de ce programme se chiffre à peu plus de 76 310 dollars ; le programme assure aussi la garantie de rembourser à hauteur de 4,15 millions de dollars si nécessaire.

Résultats : Pendant l'exercice 2006, Capitech a accordé près de 390 000 prêts pour une valeur totale de 116 647 106 dollars, augmentant ainsi le niveau du financement aux petites et moyennes entreprises. Une répétition de ces résultats est attendue pour l'exercice 2007.

ZAMBIE

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

PROJET DE POLITIQUES D'ACCÈS AU MARCHÉ ET D'HABILITATION (MATEP)

Le projet MATEP de 1,7 million de dollars se consacre essentiellement à l'identification de marchés étrangers pour les produits zambiens et à travailler avec les exportateurs pour conclure des transactions sur ces marchés. Le Centre technique pour l'agro-industrie de Zambie (Zambia Agribusiness Technical Center) aide les petits propriétaires producteurs de produits de haute qualité tels que le café et le miel en leur apportant une expertise et un capital de départ et en forgeant des jumelages de marchés. Le MATEP parraine également la participation aux foires commerciales.

MATEP travaille avec le programme de Développement du secteur privé de Zambie essentiellement à travers le Groupe de travail sur l'expansion commerciale, le Comité sur les barrières administratives et le tribunal pilote des petites réclamations de l'appareil judiciaire.

La composante financière du projet MATEP se focalise sur l'amélioration du crédit officiel pour les petites et moyennes entreprises d'export et de tourisme. L'accès au crédit pour de telles entreprises est extrêmement limité en Zambie. Le projet MATEP dispose d'un fonds d'investissement de 2 millions de dollars qu'elle peut prêter à de telles entreprises et il les aide aussi à établir un historique de leurs activités commerciales et de remboursements qu'ils ont eu à effectuer, leur donnant ainsi un statut de client crédible auprès des institutions financières officielles. Ce fonds sera autonome avec les rentrées de remboursement des prêts.



En 2006, MATEP a continué à apporter une assistance technique et administrative au Groupe de travail sur l'expansion commerciale. Il a aussi participé en tant que membre du Groupe de travail technique sur l'étude des délais de dédouanement demarchandises. MATEP va travailleravec l'Autorité des revenus de Zambie et les bailleurs de fonds pour veiller à ce que le plan d'action dérivé de l'étude puisse être mis en œuvre afin d'aider à réduire les délais de dédouanement aux postes frontières.

Résultats : À la fin de l'exercice 2006, les exportations de produits agricoles et produits dérivés des ressources naturelles avaient atteint 494 000 000 dollars suite à l'assistance du MATEP. De plus, 5 400 000 dollars ont été engagés sous forme de capital/financement et plus de 30154 personnes ont été touchées par les programmes de dépistage du VIH/SIDA.

PROJET DE PRODUCTION, FINANCE ET TECHNOLOGIES AMÉLIORÉES (PROFIT)

PROFIT est un programme de développement des industries rurales, de 2,5 millions de dollars, qui se concentre sur l'amélioration de la compétitivité des industries auxquelles de grands nombres de petits exploitants agricoles participent. Il aide à organiser des sessions de formation visant à améliorer les capacités commerciales et d'investissements des petits exploitants, des PME et des entreprises porteuses qui consolident les produits agricoles. Le programme forme aussi divers prestataires de services à l'agro-industrie, y compris les vétérinaires, les fournisseurs d'intrants agricoles, l'Union des agriculteurs et les principales entreprises intégrées, aux pratiques de production nécessaires pour aider ces entreprises à satisfaire la demande du marché.

Les autres activités de formation de PROFIT portent sur l'éducation des professionnels de la finance en matière de normes internationales concernant les PME, de gestion du risque et d'analyse du crédit agricole accordé au PME. PROFIT a travaillé avec l'industrie de l'assurance afin de développer et de commercialiser des produits adaptés aux petits propriétaires agricoles et aux PME. Il a également soutenu l'inclusion d'un certificat d'entreposage et l'émission de reçus d'entreposage en association avec la toute nouvelle Bourse des matières premières agricoles de Zambie (Zambia Agricultural Commodity Exchange), qui est en relation directe avec les marchés au Zimbabwe, en Afrique du Sud et au Malawi à travers la plate-forme de commerce électronique financée par l'USAID/Malawi. Enfin, PROFIT travaille avec les services locaux de téléphone, les banques locales, les systèmes verticalement intégrés de production/commercialisation et l'Union des agriculteurs pour mettre en place une capacité électronique de transfert de fonds basée sur les téléphones portables.

Résultats : Grâce à l'assistance de PROFIT, les ventes de marchandises et de services par les groupes de production agricole et les acheteurs avaient dépassé 11 000 000 dollars en octobre 2006. En outre, plus de 2 500 000 dollars avaient été engagés sous forme de capitaux/financement et plus de 155 000 personnes avaient pu bénéficier des services de dépistage de VIH/SIDA.



SECTION POUR L'AFRIQUE, BUREAU DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET RÉGLEMENTAIRE EN FAVEUR DU COMMERCE

DROIT À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'USAID attache une importance énorme aux bénéfices économiques de la propriété intellectuelle et fournit 3,0 millions de dollars sur cinq ans au Département américain du Commerce (USDOC) en vue d'aider les gouvernements des pays de l'Afrique subsaharienne à renforcer leurs régimes de protection de la propriété intellectuelle.

L'USDOC travaille à travers les services de son programme de développement du droit commercial et son Bureau des brevets et des marques de commerce (United States Patent and Trademark Office) en consultation avec le Bureau pour l'Afrique de l'Administration internationale du commerce pour renforcer l'environnement propice au commerce et aux investissements en Afrique subsaharienne. L'USDOC et l'USAID entreprendront des activités pour renforcer les droits à la propriété intellectuelle en Afrique de l'Est, du centre, de l'Ouest et australe en étroite coordination avec les Missions régionales et bilatérales de l'USAID. L'USDOC travaillera à travers les organisations africaines régionales d'intégration économique telles que la Communauté Économique des États Ouest-africains, l'Union Économique et Monétaire Ouest-africaine, le Marché commun pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, et la Communauté de Développement de l'Afrique australe, et à travers des dialogues public-privé avec le secteur privé et les organisations de la société civile.

L'USAID protégera les droits de propriété intellectuelle pour la musique, les films et les produits uniques mais aidera aussi à harmoniser les règles et réglementations locales pour ces droits suivant les normes internationales et dans le respect des accords commerciaux existants et futurs. À cette fin, des évaluations sont en cours pour renforcer la contribution de la propriété intellectuelle dans des secteurs clés de l'économie. L'USAID travaillera au développement des organisations de gestion collective en tant que maillon important entre les créateurs et les utilisateurs des œuvres brevetées ; ces organisations peuvent assurer que les créateurs, en tant que propriétaires des droits, puissent recevoir un paiement en échange de l'utilisation de leurs œuvres.

DIAGNOSTIC POUR LA RÉFORME INSTITUTIONNELLE DU DROIT COMMERCIAL (CLIR)

L'AGCI va œuvrer pour la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires et faciliter les réformes douanières dans trois à quatre des pays de l'Afrique de l'Est.

Diagnostic CLIR recevra 400 000 dollars pour aider à identifier les obstacles, ainsi que les réformes nécessaires, à l'établissement de l'environnement le plus propice au commerce et aux entreprises. Le projet appuiera également les efforts de planification stratégique au niveau national, sous-régional et régional et fournira des orientations pour la définition des priorités régionales et le processus des démarches vers une croissance économique accélérée grâce à l'accroissement du commerce international, de l'intégration économique régionale et du développement du secteur privé.

Les efforts CLIR identifieront également les meilleures pratiques régionales et des « champions de la réforme » pour chacune des régions diagnosticée ; et établiront des repères pour le suivi et l'évaluation des résultats par rapport aux objectives de performance spécifiques.

ACCORD SANITAIRE ET PHYTOSANITAIRE (SPS)

En septembre 2006, l'USAID a signé un accord avec le Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) qui les engage à fournir 11,5 millions de dollars sur 5 ans pour soutenir des objectifs clés des politiques sanitaires et phytosanitaires (SPS) dans le cadre de l'AGCI. Avant 2006, le programme d'évaluation des risques phytosanitaires avait formé plus de 400 personnes appartenant à 35 pays de SSA. Le nouveau financement permet à l'USDA de continuer à fournir des conseillers SPS en Afrique de l'Est, de l'Ouest et australe pour assurer le renforcement des capacités en matière de santé des végétaux et des animaux et en matière de systèmes de sécurité sanitaire des aliments, en mettant l'accent sur l'harmonisation des réglementations SPS avec les organes internationaux établissant les normes et sur l'augmentation des opportunités d'exportation des produits végétaux, horticoles et animaux.

L'Accord sur l'Application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) a été conçu par l'Organisation Mondiale du Commerce. Les Centres Ouest-africains ont travaillé avec les organisations régionales pour réaliser une évaluation par pays des normes SPS au Ghana, au Nigeria, en Sierra Leone, au Liberia et en Gambie afin de développer des réglementations SPS harmonisées. Un rapport de synthèse a été rendu et des consultations avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont en cours afin de développer un accord cadre harmonisant les normes de tous les pays de la CEDEAO.

Le programme SPS de l'AGCI se préoccupe des objectifs politiques clés à savoir aider les pays africains à mesure qu'ils diversifient leurs économies, appuyer l'accroissement des exportations de produits agricoles et profiter des préférences de l'AGOA en matière d'exportation de produits agricoles vers les États-Unis.

Pendant l'exercice 2007:

- Les équipes d'assistance de l'USDA s'occupant de la surveillance phytosanitaire et de la réduction des problèmes phytosanitaires ont aidé Madagascar à améliorer ses capacités de réglementation et commerciales, améliorant par là même le commerce bilatéral
- L'USDA en coordination avec l'USAID et le Ministère namibien de l'Agriculture a effectué une première évaluation, dont il a rendu compte, du système de réglementation namibien des produits de viande. L'USDA forme actuellement des Namubiens sur le système d'équivalence américain et les normes sanitaires et d'hygiène américaines. Avec une formation et des conseils dérivés de l'évaluation, la Namibie peut travailler à amener les conditions dans les abattoirs ainsi que les laboratoires et les systèmes de suivi à satisfaire les normes américaines

- Les experts de l'USDA ont évalué les conserveries du Kenya pour aider ce pays à exporter des haricots fins aux États-Unis. Les haricots sont une exportation majeure pour des milliers de petits producteurs kenyans
- En plus des programmes SPS d'Afrique de l'Ouest, l'USDA mène actuellement des actions de réduction des problèmes phytosanitaires au Sénégal et discute de l'évaluation des risques phytosanitaires avec les exportateurs sénégalais et les organisations de protection des produits végétaux. L'USDA fournit également une information relative aux étapes nécessaires pour obtenir l'autorisation d'exporter des produits aux États-Unis. Les produits Ouest-africains avec un potentiel de marché aux États-Unis comprennent la mangue, la papaye, l'aubergine, le poivron, la tomate, le melon, l'asperge et le gombo
- Des fonctionnaires sénégalais et maliens ont consulté l'USDA au sujet d'une inspection de l'analyse des risques et de la maîtrise des points critiques de sorte que la législation nationale sur la sécurité sanitaire des aliments reflète les protocoles reconnus au niveau international
- Les experts sur les impacts commerciaux des infestations d'aleurodes ont présenté une évaluation du risque et des options de gestion du risque aux agents de l'Organisation ghanéenne phytosanitaire de sorte que ces agents puissent instituer et gérer une approche systémique réussie auprès des producteurs locaux. Des consultations similaires ont eu lieu avec l'autorité phytosanitaire sénégalaise

Les résultats suivants sont attendus sur les années à venir :

- Identification et mise en place de méthodologies adéquates de correction phytosanitaire pour les exportations de la SSA à savoir l'aubergine, le piment et le gombo ghanéens, les haricots kenyans, le haricot fin, la tomate, le melon et l'asperge sénégalais
- Début des exportations namibiennes de viande et de raisin vers et en provenance des États-Unis
- Création d'une infrastructure humaine et de logiciels afin d'échanger des informations phytosanitaires entre et au sein des pays africains
- Amélioration de la capacité dans les organisations nationales de protection des végétaux et les ministères africains à identifier et noter les organismes nuisibles
- Amélioration de l'interaction entre les parties prenantes du secteur public et du secteur privé sur les questions SPS en SSA. Du fait de la meilleure communication, les barrières seront plus faciles à identifier et à remédier, d'où un accroissement du commerce régional et international

ACCÈS ACCRU AU FINANCEMENT POUR LES PME

ACTIVITÉS DU SECTEUR FINANCIER

Le focus du travail de 31 millions de dollars sur cinq ans de l'USAID dans le secteur financier en Afrique consiste à réduire les majeurs facteurs de risque du marché qui gênent l'intermédiation financière et augmentent les coûts. Des activités sont en cours en Angola, au Kenya, au Mozambique, au Nigeria, au Rwanda, en Afrique du Sud, en Zambie et dans la région de l'Afrique occidentale. Ces activités seront de plus en plus intégrées dans le large effort de coordination des bailleurs de fonds, Making Finance Work for Africa (la finance pour tous en Afrique), dans le cadre du programme du G8.

Un certain nombre d'activités sont en cours sur le continent, elles comprennent :

- Développement d'un bureau du crédit : en Angola, en Afrique du Sud et au Mozambique
- Expansion de l'accès au financement sous condition : Améliorer la certitude des valeurs immobilières comme garantie est un élément fondamental. Le travail a commencé en Angola, Afrique du Sud et au Rwanda avec des discussions en cours en Tanzanie
- Crédit-bail : la Zambie
- Développement de marchés des capitaux : en partenariat avec la Commission des valeurs mobilières des États-Unis afin de soutenir la régionalisation des marchés financiers
- Transparence financière : par l'intermédiaire d'une assistance au Groupe de focus africain sur la réforme comptable afin d'introduire les normes comptables internationales
- Renforcement de la capacité à superviser les banques : en Angola, au Nigeria, au Kenya et au Rwanda avec une formation en cours d'élaboration avec le Département du Trésor des États-Unis et peut-être à travers l'Association des banques centrales africaines
- Amélioration des systèmes de paiement : en facilitant l'introduction des banques à distance utilisant la technologie du téléphone portable en Afrique occidentale et en Zambie. Ceci aidera à accroître l'accès aux services financiers, à réduire les coûts et à appuyer la création d'un marché de l'assurance crédit sur les créances à l'export en Zambie et peut-être au Mozambique afin de faciliter l'escompte bancaire des créances

Résultats : Accroître l'accès du secteur privé au financement à 1 % du PIB dans les pays cibles et réduire la marge d'intermédiation (des cibles spécifiques seront établies avec les homologues).

FACILITER LES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN INFRA-STRUCTURE DANS L'ÉNERGIE, LES ROUTES/PORTS ET LES TIC

L'assistance de l'USAID au secteur africain de l'énergie comprend :

- Développement d'un pool énergétique : L'USAID a aidé l'Afrique du Sud, de l'Ouest et centrale à développer des pools énergétiques régionaux afin de promouvoir le développement d'infrastructure électrique et un service à coût réduit. Ce travail continuera dans le cadre de l'AGCI

- Projets majeurs d'infrastructure énergétique : Des études de faisabilité de projets géothermiques en Afrique de l'Est, de l'utilisation du gaz méthane du lac Kivu, et d'un oléoduc et d'une installation mini-hydraulique au Rwanda en partenariat avec l'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement
- Électrification et énergie renouvelable : Une assistance est actuellement fournie à l'Angola pour l'électrification des zones périurbaines, à la République Démocratique du Congo pour le développement d'énergie micro-hydraulique et au Rwanda pour fournir de l'électricité aux cliniques et hôpitaux ruraux
- Efficacité énergétique et l'environnement : Des cuisinières énergétiquement efficaces, non polluantes au biogaz ont été introduites au Rwanda, dans les camps de réfugiés internes dans le nord de l'Ouganda et au Nigeria
- Développement de lois et de réglementations : Afin d'améliorer la surveillance et les décisions politiques gouvernementales, des lois et des réglementations ont été développées pour l'Afrique australe, l'Afrique de l'Ouest et la Zambie
- Approvisionnement en énergie de secours : L'USAID travaille au rétablissement du service électrique dans les pays, dont le Liberia, qui sont en situation d'après conflit

À la réunion sur la sécurité énergétique du golfe de guinée du 28 avril 2006 entre les états-unis, le nigeria et le royaume-uni, les participants ont convenu de :

- Étudier le potentiel d'utilisation des empreintes digitales chimiques et du marquage du pétrole pour authentifier les sources du pétrole brut vendu internationalement
- S'efforcer de parvenir à la conformité totale des ports nigériens avec les normes et les consignes de sécurité portuaires internationales
- Fournir un approvisionnement énergétique de secours afin de rétablir le service électrique dans les pays dont le Liberia qui sont dans une situation d'après conflit

Les projets énergétiques spécifiques à l'USAID comprennent le développement de l'énergie géothermale en Afrique de l'Est et le Pool énergétique de l'Afrique centrale

DÉVELOPPEMENT GÉOTHERMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST

Les pays de l'Afrique de l'Est souffrent de grosses pénuries d'électricité du fait de la sécheresse. Certains experts estiment que la croissance économique est pénalisée de 20 à 30 % du fait de ces pénuries électriques. L'énergie géothermique actuellement utilisée au Kenya et en Éthiopie est une source d'énergie renouvelable plus économique, qui serait présente dans une demi-douzaine d'autres pays. Le développement d'une source d'énergie propre, renouvelable et peu chère améliorera la compétitivité des entreprises africaines, permettra d'attirer des industries et des mines et d'accroître le commerce tout en ayant moins d'effets sur l'environnement que les autres sources d'énergie disponibles.

L'USAID participe activement au groupe de travail du gouvernement américain qui soutient le développement de l'énergie géothermique en Afrique de l'Est. L'USAID contribue environ 600 000 dollars à l'appui du développement géothermique Est-africain, un financement supplémentaire étant fourni par le Département d'État des États-Unis et par l'USTDA.

D'ici deux à dix ans, les premiers projets pilotes de production d'une nouvelle énergie géothermique (peut-être trois projets de 10 MW au plus chacun) sont censés être développés et suivis par le développement d'unités de production plus importantes (peut-être trois à cinq projets de 40 mW chacun). Ces projets devraient fournir de l'énergie à des prix de l'ordre de 8-10 centimes par kWh, ce qui correspond aux prix de l'énergie hydraulique ou thermique disponible en Afrique de l'Est et ce sans effets néfastes sur l'environnement.

POOL ÉNERGÉTIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CAPP)

L'USAID/République Démocratique du Congo et l'équipe USAID Énergie fournissent une assistance au CAPP afin de :

- Actualiser et étendre les plans d'actions antérieurement préparés pour le développement des systèmes de gouvernance, de planification et de gestion du CAPP ; la capacité technique de prise de décision opérationnelle ; le commerce transfrontière ; et les autres réglementations de marché nécessaires
- Élaborer, et lorsque le budget le permet, mettre en œuvre les systèmes de gestion, de communication et d'organisation des données afin d'améliorer la transparence du CAPP dans l'exercice de ses fonctions
- Développer la structure juridique pour soutenir les actions du CAPP sur la base des accords régionaux et dans le respect des lois des pays membres
- Fournir des conseils, une formation et des informations sur les divers sujets hautement techniques nécessaires au fonctionnement efficace du pool énergétique

La présente phase du programme a un budget de 500 000 dollars (500 000 dollars environ ont été dépensés pendant les deux premières phases du projet). L'AGCI fournira jusqu'à 650 000 dollars en fonds supplémentaires pour la continuation de ce travail pendant l'exercice 2007.

Résultats : Mise en place d'un opérateur compétent du système électrique du CAPP, dont la présence et les compétences techniques aideront matériellement à assurer un service électrique fiable et abordable et à attirer des capitaux d'investissement. Ces capitaux d'investissement permettront à leur tour l'expansion du service électrique nécessaire à l'établissement et au fonctionnement des industries en Afrique centrale, d'où un accroissement des marchandises produites, du commerce, de la croissance économique et de la qualité de la vie pour les populations.

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES POUR KALANGALA

Le projet de construction d'infrastructure pour Kalangala est une initiative de construction d'infrastructure multisectorielle dont l'objet est de développer de nouvelles infrastructures ou de rénover des infrastructures existantes afin de satisfaire la demande croissante et non satisfaite en infrastructures sur l'île de Bugala sur le Lac Victoria dans le district du Kalangala en Ouganda. Le projet porte sur les services en eau, électricité, traversier (ferry) et l'amélioration des routes.

L'USAID fournira une garantie de crédit de 750 000 dollars (250 000 pour l'eau, 250 000 pour l'énergie et 250 000 pour les transports) sous la forme d'une Autorité d'octroi de crédits au développement, qui devrait faciliter l'engagement de 47 millions de dollars supplémentaires dans le développement et le financement du projet de la part de la Banque mondiale, de la Netherlands Development Finance Company (FMO), Stanbic Uganda, du programme hollandais Development-Related Export Transactions (ORET) ainsi que d'autres investisseurs en actions du secteur privé.

Résultats attendus:

- Accès amélioré aux marchés commerciaux régionaux dans des secteurs économiques clés : Pêche (la plus grosse industrie d'export de l'Ouganda), le bois d'œuvre et l'agriculture
- Facilitation d'un engagement supplémentaire de 47 millions de dollars d'investissements dans les infrastructures, soit un ratio de levier financier de 63:1
- Une infrastructure pour supporter la création de 6000+ emplois
- 50 000+ personnes auront accès à de l'eau propre
- 7000+ ménages auront accès à des services énergétiques fiables
- Un modèle de réalisation de la construction d'infrastructures rurales qui peut être répliqué dans la région
- Croissance secondaire du fait de la demande pour d'autres marchandises ou services des fournisseurs locaux et
- Accès amélioré aux services de santé et d'éducation

PROJETS ÉNERGÉTIQUES SUPPLÉMENTAIRES

D'autres projets énergétiques sont en cours de développement ; ils comprennent un programme d'atténuation environnementale pour le projet hydro-énergétique de Bujagali en Ouganda et le développement du projet énergétique de Mmabula au Botswana.

DÉVELOPPEMENT DESTIC

Les efforts de développement des TIC de l'USAID et des institutions africaines partenaires sont centrés sur quatre domaines stratégiques qui se renforcent mutuellement. Une forte capacité de réglementation et une gouvernance économique transparente servent à stimuler les investissements et aident les secteurs des communications à croître. L'intégration régionale des marchés incite encore davantage les investissements en accroissant les opportunités pour les entreprises opérant au niveau national et permet aux pays avec des plus petites économies de bénéficier à travers leur participation au système économique plus large. L'intégration commerciale n'est pas seulement entraînée par les politiques et les réglementations, elle requiert également une infrastructure cruciale, ou des artères digitales, assurant aux entreprises des services de communications au coût le plus faible possible. La disponibilité de ces services permet la création d'économies d'échelle et de nouvelles opportunités de développement qui seront entièrement réalisées par le renforcement des capacités des entreprises et des institutions africaines à utiliser les TIC. L'USAID fournit annuellement environ 3,0 millions de dollars pour le développement des TIC.

PROJET DE RÉSEAU FERROVIAIRE TRANS-KALAHARI (TKRNP)

Le projet de réseau ferroviaire Trans-Kalahari (TKRNP) est une proposition de développement d'un nouvel axe ferroviaire de transport pour le sud de l'Afrique centrale et l'Afrique australe. Le projet a pour but de développer un chemin de fer moderne de transport lourd à grande vitesse qui suivra un axe Est-Ouest entre Walvis Bay en Namibie et Gauteng en Afrique du Sud et un axe Nord-Sud reliant la Zambie et la République Démocratique du Congo au sud du Botswana au niveau d'un nouveau port sec à établir à Lobatse. L'USAID est en train d'élaborer un programme pour aider Trans-K Holdings, un consortium d'investisseurs et de promoteurs privés à l'origine de la proposition d'amélioration du TKRNP, et élargir son étude de préféabilité de 2002.

Résultats attendus : Bien qu'étant dans les phases préliminaires de planification, une fois achevé, ce projet ouvrirait le sud de l'Afrique centrale et ouvrirait encore davantage la région de Gauteng en Afrique du Sud. Plus précisément le TKRNP pourrait :

- Assurer une mise en œuvre rapide d'un axe régional crucial de transport en exploitant l'esprit d'innovation du secteur privé, ses capacités financières et son expertise commerciale et de gestion
- Engendrer une meilleure qualité des services par le transfert du risque commercial au secteur privé en lui laissant opérer le réseau suivant des conditions basées sur les performances
- Favoriser le développement l'intégration régionale et la coopération internationale et
- Assurer une meilleure distribution du trafic régional le long des couloirs de l'Afrique australe.

| **Le Bureau pour l'Afrique** | **Agence américaine pour le Développement International** |

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, D.C. 20053

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

www.usaid.gov/location/sub-saharan_africa